

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°524 – 9 février 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

Indice de perception de la corruption 2023 publié par *Transparency international*

Transparency international [vient de publier](#) son classement annuel des pays selon les niveaux de perception de la corruption dans le secteur public. Sur la base de scores attribués reflétant les points de vue d'experts et de personnalités du monde des affaires, 180 pays sont classés sur une échelle allant de 0 à 100, 0 correspondant à un niveau de corruption élevé. L'indice de perception de la corruption (IPC) 2023 constate une forte aggravation des problèmes de corruption, plus des deux tiers des pays ayant obtenu des scores inférieurs à 50 sur 100, tandis que la moyenne mondiale stagne depuis 2012 à 43/100. L'édition 2023 révèle par ailleurs que la grande majorité des pays n'ont fait aucun progrès ou sont en recul au cours de la dernière décennie et 23 pays sont tombés à leur plus bas niveau. Avec une moyenne de 33, la région Afrique subsaharienne enregistre le score le plus faible, 90% de ses pays ayant obtenu un score inférieur à 50. En effet, de nombreux pays de la zone sont confrontés à une corruption grandissante et à une faiblesse des freins et contrepoids, qui menacent la démocratie et l'Etat de droit. En Afrique de l'Ouest, le Cap-Vert est le seul pays dont le score est supérieur à 50 (64/100 à la 30^{ème} place, après 60/100 et 35^{ème} place en 2022). La note du Sénégal stagne en 2023 à 43/100 (70^{ème} place) de même que celle de la Mauritanie 30/100 (130^{ème} place) et du Bénin 43/100 (70^{ème} place), tandis que d'autres voient leur note progresser en 2023 à l'image de

Le chiffre à retenir

750 M USD

Le montant de l'eurobond émis par le Bénin sur le marché obligataire international

la Côte d'Ivoire à 40/100 (87^{ème} place), de la Gambie à 37/100 (98^{ème} place), du Togo à 35/100 (108^{ème} place) et de la Guinée Bissau à 22/100 (158^{ème} place). Le Libéria (qui perd, de manière significative, 7 points entre 2018 et 2023) se place 145^{ème} (score de 25) et la Sierra Leone 108^{ème} (score de 35). Enfin, parmi les pays sahéliens enregistrent des scores particulièrement bas, en stagnation ou en baisse : le Burkina Faso voit sa note se dégrader à 41 et est à la 83^{ème} place, le Mali stagne à 28/100, soit à la 136^{ème} place, le Niger stagne à 32/100, soit à la 125^{ème} place.

Bénin

Emission réussie d'un eurobond de 750 M USD

Pour la première fois, le Bénin a [émis](#) un eurobond en dollar sur le marché obligataire international, lui permettant de lever 750 M USD sur 14 ans, avec un coupon de 7,96% en dollars (soit 6,5% équivalent euro après opération de couverture de change). A la suite d'une visite du ministre de l'Economie et des Finances en février à Londres et New York, le livre d'ordres de l'opération a atteint 5 Mds USD



avant d'être plafonné à 750 M USD (alors que la recherche initiale portait sur un montant de 500 M USD), ce qui aurait permis de compresser le rendement à l'émission de 50 points de base au cours de la journée d'émission. Cette levée de fonds, qui a mobilisé plus de 200 investisseurs internationaux, servirait à financer en partie le budget de l'Etat pour 2024, tout en limitant son recours au marché régional. Elle fait suite à deux émissions réalisées par le Bénin en 2019 et en 2021, de 500 M EUR chacune.

Côte d'Ivoire

Face au déficit de production, les deux premiers producteurs mondiaux de cacao soutiennent leurs opérateurs nationaux

Les récoltes de cacao se révèlent très en dessous des productions habituelles en Côte d'Ivoire et au Ghana et déstabilisent les opérateurs nationaux de la filière. Ainsi, le Cocobod, régulateur du secteur du cacao ghanéen, a [autorisé](#) l'entreprise *Afrotropic Cocoa Processing Compagny* à importer des fèves en provenance de Côte d'Ivoire (2500t) et du Nigéria (1000t) afin de compléter son approvisionnement. Le Ghana compte 12 entreprises de transformation, d'une capacité totale de 500 000t. Dans le même sens, le Conseil du café cacao (CCC) ivoirien, afin de soutenir les exportateurs nationaux de fèves, a proposé au gouvernement de reconduire les exonérations de taxe à l'exportation en faveur des entreprises ivoiriennes, aux dépens sans doute de la transformation locale.

Fitch Ratings reconduit la note du pays à "BB-" assortie d'une perspective stable

Dans une note d'analyse sur la solvabilité de la Côte d'Ivoire publiée le 2 février, Fitch Ratings a annoncé [reconduire](#) la note du pays à "BB-" assortie d'une perspective stable, ce qui lui confère l'un des meilleurs profils de crédit en

Afrique subsaharienne. Toutefois, Fitch maintient le pays dans la catégorie des émetteurs spéculatifs et fait état de faibles indicateurs de développement, d'une forte dépendance aux matières premières et d'une détérioration du solde budgétaire. Fitch anticipe une réduction du déficit budgétaire à 4 % du PIB en 2024 et 3,5 % en 2025, soit légèrement au-dessus de l'objectif du gouvernement lié au programme du Fonds monétaire international (FMI), conditionnée à des mesures annoncées notamment en faveur de l'efficacité des dépenses budgétaires et du contrôle de la masse salariale. Enfin, malgré un taux d'endettement projeté à 58,5% du PIB en 2024, l'agence souligne que la dette publique devrait rester soutenable grâce notamment à une croissance économique qu'elle qualifie de « solide » et qu'elle ne dégrade pas en dépit des troubles politiques et sécuritaires au sein de la sous-région.

Deux appels à PPP sur conseil de l'IFC pour le développement des infrastructures sanitaires

La Société financière internationale (IFC), filiale de la Banque mondiale (BM) a [annoncé](#) le 8 février la signature de deux accords destinés à aider le gouvernement ivoirien à structurer et à mettre en œuvre des partenariats public-privé (PPP) pour développer des services de laboratoire et d'imagerie abordables et de qualité dans 14 hôpitaux des régions d'Abidjan et d'Abengourou, qui totalisent à elles deux 6,7 millions d'habitants. Premier modèle de PPP hybride dans le secteur de la santé, le projet sera financé à la fois par le secteur privé et par des financements concessionnels de la BM et du Mécanisme de financement mondial (GFF). Le communiqué souligne que les projets favoriseront la détection précoce des maladies, renforçant l'efficacité des traitements et améliorant les résultats pour les patients, en particulier pour les femmes, les enfants et les personnes démunies.



Guinée

Simandou : le chinois Baowu lève 1,4 Md USD pour accélérer le développement du projet

Partenaire de *Winning Consortium Simandou* (WCS), consortium sino-singapourien-guinéen détenteur des blocs 1 et 2 de la mine de Simandou depuis septembre 2023, *China Baowu Steel*, premier producteur mondial d'acier, vient de [finaliser](#) la levée de 10 Mds CNY, soit environ 1,4 Mds USD. Ce montant, obtenu via un emprunt obligataire à un taux fixe sur trois ans est assorti d'un coupon de 2,45 %. Au moins 70 % du capital levé, soit environ 980 M USD, devrait permettre au géant chinois de l'acier de répondre aux dépenses d'exploitation des blocs. La mise en production de ce qui serait alors le plus grand gisement découvert au monde, est quant à elle attendue pour 2026.

Un prêt de 120 M USD de UKEF pour construire dix lycées techniques

Le ministère de l'Enseignement technique est en passe de [finaliser](#) un accord de prêt avec l'opérateur anglais UKEF (United Kingdom export finance), d'un montant de 120 M USD pour la construction de dix lycées techniques. L'accord de prêt est finalisé à 90 %, les sites étant identifiés et les études d'impact réalisées. Dans ce secteur, d'autres aides de partenaires techniques et financiers ont d'ores et déjà été budgétées pour 2024, à l'image des 25 M USD destinés à la construction de 2 ERAM (écoles régionales des arts et métiers) de la Banque islamique de développement (BIsD) ou encore des 26 M EUR de l'Union européenne pour l'enseignement technique.

Le CNT approuve des financements pour des hôpitaux CHR, dont 2 sur financements français

Le Conseil national de la Transition (CNT) a [approuvé](#), 7 février, des accords de financement importants pour la construction de quatre hôpitaux régionaux présentés comme modulaires et durables. Ces accords de financement portent notamment sur la construction des hôpitaux de Kindia et de Labé, pour un montant total de 102,4 M EUR, incluant les contrats d'assurance. Ce financement est réparti entre Bpifrance (60,5 M EUR), le Trésor français (37,8 M EUR), l'Assistance des Hôpitaux Publics de Paris (3,7 M EUR) et la contrepartie guinéenne (15,4 M EUR). Selon le CNT, ces deux Centres Hospitaliers Régionaux (CHR) à Kindia et à Labé, d'une capacité de 200 lits chacun, comprendront des spécialités médicales, chirurgicales, pédiatriques et gynéco-obstétricales, et joueront un rôle dans la réduction de la mortalité infantile ainsi que dans le traitement des pandémies telles que le paludisme, la tuberculose et le VIH.

Mauritanie

Signature d'un accord de coopération avec les Etats-Unis dans le domaine des mines

La Mauritanie et les États-Unis ont signé cette semaine un [accord de coopération dans le secteur minier](#). Cet accord a plusieurs objectifs, dont la mise en place de mécanismes d'assistance technique afin d'établir des cartes détaillées des ressources minières dans le pays et de travailler à l'amélioration du cadre juridique fiscal du secteur afin d'attirer de nouveaux investisseurs. Il prévoit également une assistance technique pour l'atténuation des impacts environnementaux et sociaux des activités minières. L'accord devrait permettre à la Mauritanie de mieux appréhender son potentiel minier, en particulier dans le domaine des minéraux stratégiques pour la transition



énergétique, tels que le nickel, le chrome, les terres rares, le cobalt, le lithium et le cuivre.

Déplacement de la Présidente de la Commission européenne

A l'occasion d'un déplacement à Nouakchott, en compagnie du Chef du gouvernement espagnol, la Présidente de la Commission européenne a réitéré le soutien de l'UE à la Mauritanie sur les questions migratoires (à hauteur de 210 M EUR) ainsi dans le domaine de [l'hydrogène vert](#). Accompagnée par des industriels du secteur énergétique, dont Total Eren, la Présidente de la Commission a annoncé un renforcement de la coopération énergétique. Un accord de coopération et de développement de 100 M EUR a été signé, dont 60 M EUR seront dédiés à des projets devant être mis en œuvre dans les quatre prochaines années. De son côté, le Premier ministre espagnol a annoncé que, grâce à la collaboration d'entreprises espagnoles, 200 M EUR seront mobilisés dans les années à venir, notamment sur des projets d'infrastructures et d'énergie renouvelables.

Sénégal

Lancement de la 2^{ème} phase du programme de renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel (P2RS)

Les autorités sénégalaises [ont lancé](#), le 1^{er} février, la 2^{ème} phase du programme de renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel (P2RS). Cette 2^{ème} phase a pour objectif de renforcer les capacités adaptatives des populations des départements de Matam, Fatick et Tambacounda, par une meilleure maîtrise des risques climatiques, tout en contribuant à l'atténuation du changement climatique. D'un coût de 20 Mds FCFA (30,5 MEUR) sur 5 ans, le P2RS II est financé avec le soutien du fonds africain de développement (FAD), de la Banque

ouest africaine de développement (BOAD), du Fonds pour le climat de la Banque africaine de développement (BAfD) et du Fonds Canada-Banque africaine de développement pour le climat (FCBC). Sa mise en œuvre devrait bénéficier à 45 000 ménages vulnérables et permettre une production additionnelle de 108 000 tonnes de céréales, 86 400 tonnes de production animale et 20 000 tonnes de production halieutique ainsi que la création de 2 500 emplois.

L'agence italienne pour le commerce extérieur ouvre un bureau à Dakar

L'agence italienne pour le commerce extérieur (ITA) [a annoncé](#) l'ouverture en janvier de son bureau à Dakar en vue de renforcer les relations économiques entre les entreprises sénégalaises et italiennes et complète ainsi un réseau mondial de 79 bureaux dans 65 pays. A travers ce bureau, l'ITA compte (i) accompagner les entreprises sénégalaises dans leur participation à des salons et événements en Italie ; (ii) faire connaître les produits et technologies italiennes et (iii) renforcer sa présence en Afrique de manière générale et ses liens économiques avec le Sénégal en particulier. D'après le communiqué, l'agence devrait se focaliser sur les secteurs des infrastructures, de la construction, des énergies et de l'agro-industrie. Elle participera pour la première fois au Salon international de la construction, de la finition et d'infrastructure (SENCON), à Dakar du 8 au 10 février.

Ali Dangote annonce un investissement de plus d'un milliard USD dans l'exploitation de phosphate

Le 2 février, l'homme d'affaire nigérian Ali Dangote [a annoncé](#) qu'il comptait investir plus d'un milliard de dollars dans un projet d'exploitation de phosphate au Sénégal. A travers cet investissement, Dangote group, présent au Sénégal dans le secteur du ciment depuis 2015, devrait ainsi diversifier ses activités dans une ressource à haut potentiel. Le Sénégal



dispose en effet de réserves de phosphate estimées à plus d'un milliard de tonnes, représentant environ 500 ans d'exploitation sur la base d'une production annuelle de 2 M de tonnes. Le projet s'il aboutit devrait contribuer au renforcement de l'industrie du phosphate dans le pays et, au-delà, à la monétisation de cette ressource essentielle dans la production d'engrais.

Togo

Un investissement public de 19,8 M EUR pour renforcer les fonds propres de l'UTB

La loi de finances 2024 [prévoit](#) 13 Mds FCFA (19,8 M EUR) pour renforcer les fonds propres de l'Union Togolaise de Banque (UTB). Depuis la privatisation de la Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie (BTCI) en 2021, l'UTB est la dernière banque entièrement détenue par l'État. Pour lutter contre l'insuffisance de ses fonds propres, l'État togolais s'est engagé à céder l'UTB dans le cadre du pré-accord avec le Fonds monétaire international (FMI) pour un programme au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC). Le plan de cession, qui inclut cet investissement ainsi que d'autres opérations de titrisations immobilières, devrait aggraver le déficit budgétaire de 1,1% de PIB. L'identité du repreneur reste, quant à elle, inconnue.

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar, Lomé et Niamey, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)